



BASTIEN SIBILLE, CHEF D'ENTREPRISE
« Une autre économie est possible! »

LA CROIX

LA CROIX

CAS DE CONSCIENCE Les milliardaires doivent-ils financer nos retraites ?

« Ma guerre » Récit d'un écrivain ukrainien devenu soldat



bayard

N° 42548 | Samedi 18, dimanche 19 février 2023 . CPPAP 1024C85695 . ISSN 0242-6056 / F. 4,50 €

N° 42548 . CONVERSATION : BASTIEN SIBILLE / EXPLORER : « MA GUERRE » . RÉCIT D'UN ÉCRIVAIN UKRAINIEN DEVENU SOLDAT

Rencontrer | Explorer | S'inspirer | Ralentir



ALLAQUIA SWAD/DR

Serge Paugam

Qu'est-ce qui fait lien social ?

L'AUTEUR

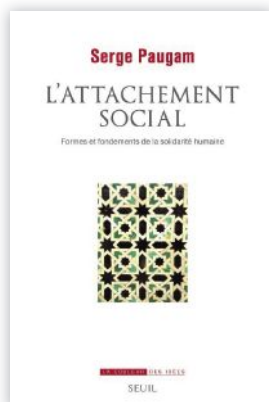
Sociologue parmi les plus reconnus de sa génération, Serge Paugam est directeur de recherche au CNRS. Ses travaux portent sur la pauvreté, les inégalités et les ruptures sociales. Plusieurs de ses ouvrages font référence, dont *La Disqualification sociale* (1991) ou *Les Formes élémentaires de la pauvreté* (2005).

LE CONTEXTE

Dans son dernier ouvrage, *L'Attachement social* (Seuil, 640 p., 27 €), l'auteur renouvelle la réflexion des liens sociaux basée sur une enquête d'une ampleur inédite, menée pendant dix ans à l'échelle mondiale, dans 34 pays.

L'ENJEU

Nombre de débats portent sur le lien social, ou tournent autour sans le nommer tel quel. Et pour cause, c'est lui qui détermine, in fine, notre envie de faire communauté. Quelle forme revêt-il aujourd'hui ? Quels en sont ses ressorts ? Comment se décline-t-il selon les pays, selon les catégories sociales ? C'est tout le propos de cet ouvrage.



Certains déplorent, ces dernières années, un délitement du lien social. Partagez-vous ce constat ?

C'est une vieille question. Au XIX^e siècle, déjà, on craignait la montée de l'individualisme et la désorganisation sociale. La question se pose lors de chaque grande transformation sociale... Aujourd'hui, ce n'est pas la révolution industrielle qui suscite cette interrogation, mais la crise de la société salariale. Elle n'offre plus à tous les actifs la possibilité de trouver leur place. Notre modèle social ne présente plus les mêmes garanties pour les plus précaires.

Dans votre ouvrage, vous livrez les conclusions d'une vaste étude portant sur le lien social, et ce dans 34 pays. Vous y élaborez la notion d'« attachement social ». Quel sens lui donnez-vous ?

Nous sommes liés aux autres et à la société via quatre types de liens essentiels : le lien de filiation (qui nous attache à la famille), le lien de participation élective (qui nous relie aux proches choisis par affinités), le lien de participation organique (qui renvoie aux relations de complémentarité dans le travail) et, enfin, le lien de citoyenneté (qui relie les membres de la même communauté politique aux institutions de leur pays). Ces liens se font, se défont, s'entrecroisent et forment ce que j'appelle l'attachement social. Ce dernier, et c'est tout l'objet de mes recherches, varie selon les sociétés mais aussi selon les classes sociales.

À vous lire, la protection et la reconnaissance sont cardinales. C'est même d'elles dont dépend l'intensité de nos liens aux autres. En quoi ?

Ces liens sont en effet forts dès lors que toutes deux sont présentes et vécues de façon réciproque. En un mot, la protection, c'est compter *sur* l'autre ; la reconnaissance, c'est compter *pour* l'autre. C'est le cas au sein du couple,



de la famille, en amitié, au travail mais aussi au sein de la communauté nationale.

Plus on monte dans l'échelle sociale, plus les liens aux autres et aux institutions s'avèrent forts. Comment l'expliquez-vous ?

Le risque de rupture des liens est davantage marqué dans les catégories défavorisées. Sans surprise d'ailleurs, plus le niveau de qualification est bas, plus il s'avère difficile de trouver ou de retrouver un emploi, ce qui peut alimenter une perte de confiance en soi, des tensions dans le couple... Les difficultés financières font qu'on sort moins, on se met en retrait de la vie associative, etc. S'y ajoute parfois aussi une perte de confiance dans les institutions, voire un ressentiment à l'égard de ceux qui nous dirigent. Vous le voyez, tous les liens sont affectés, les ruptures sont cumulatives.

Les liens familiaux n'y échappent pas...

C'est vrai. Il ressort de l'une des enquêtes menées en France que près d'un quart des ouvriers déclare « *ne jamais, ou rarement, voir leur père* », contre 4% des cadres. L'écart est, en soi, très interpellant, mais il est également frappant que ce risque de rupture diminue lorsque l'on s'élève dans la hiérarchie sociale. La famille peut constituer, dans les milieux les plus faibles économiquement, une forme de protection et de reconnaissance, mais elle reste plus fragile qu'au sein des autres milieux sociaux.

Nos liens à la famille, au travail ou à la nation sont différemment valorisés selon les pays. Tout dépend de la culture et de l'histoire de chacun. Quid de la France ?

Il ressort de mon enquête quatre formes d'attachement social correspondant à quatre façons de faire société.

Des pays comme la Grèce, le Brésil ou le Japon sont proches d'un régime « familialiste », où la solidarité sociale est fondée avant tout sur la famille.

Les États-Unis ou le Royaume-Uni correspondent à un régime « volontariste », caractérisé par la vitalité des associations et, par conséquent, du lien de participation électorale.

Les pays nordiques se distinguent par le régime « universaliste », qui exprime la prééminence du lien de citoyenneté et de la morale civique.

Enfin, la France est l'exemple emblématique du régime « organiciste ». Chez nous, en effet, le lien de participation organique y est dominant. Les groupes professionnels y jouent un rôle intégrateur, et notre droit du travail est très protecteur (95 % des emplois sont couverts par une convention collective, contre 12 % aux États-Unis). Le régime y est organiciste aussi du fait du poids de l'État-providence, de son centralisme, de sa bureaucratie, de son pouvoir régulateur.

La montée en puissance du néolibéralisme, qui remet en question le rôle central de l'État, nous impacte-t-il d'autant plus ?

C'est certain. Le chômage découlant de la compétition mondiale met à mal notre lien au travail quand le néolibéralisme, lui, met à mal le rôle moteur de l'État. Dans une société comme la nôtre, cela crée un malaise d'autant plus grand.

Perdre peu à peu ces socles de protection, c'est voir nos garanties collectives fragilisées, en particulier pour les personnes les plus précaires. C'est également voir vaciller tout le système normatif ayant fait notre histoire. Donc, oui, le choc est plus fort pour nous, les Français. ☹

Recueilli par Marie Boëton